Association pour l'accès à l'éducation et à la formation

Rapport annuel d'activité 2016

Enfants travailleurs, association «Jeunes en mouvement pour la culture et la paix», Bogotá

AccEd - Association pour l'accès à l'éducation et à la formation
Avenue des Tilleuls 3 • 1203 Genève • Tél. +41 22 940 02 80
e-mail: info@acced.ch • site internet: http://www.acced.ch

Membre de la Fédération genevoise de coopération - www.fgc.ch

Sommaire

Introduction 3

Projets

(Togo) Femmes de Demain - FDD 4
(Mali) AJA-Mali 5
(Mali) Nègè Blon 6
(Colombie) «Mouvement des jeunes pour la Culture et la paix» en collaboration avec la Fondation Apoyar 7
(Colombie) Puerto Tejada 8
(Sénégal) Espoir pour l'Enfance - EPE 9
(Sénégal) GRAIM 10
(Sénégal) La Lumière 11
(Madagascar) Doria 12
(Burkina Faso) Songui Manegre 13
(Colombie, Mali) « Capitalisation » sur la stratégie d'intervention d'AccEd 14
Information du public 15
Finances 2016 15
Remerciements 15

Introduction

Vingt ans déjà !

Oui, cela fait vingt ans qu'AccEd s'efforce de soutenir des jeunes défavorisés, des filles, des orphelins et autres laissés-pour-compte en les accompagnant dans leur scolarité ou leur formation professionnelle, afin qu'ils puissent ensuite prendre eux-mêmes en charge leur destin à travers une activité professionnelle rémunérée, inscrite dans leur communauté, leur quartier, leur ville.

Ces interventions, ces « coups de main » ont pour premiers résultats d'abaisser le taux de délinquance des jeunes, d'augmenter la cohésion sociale ; mais par cela, nous espérons également contribuer à la lutte contre les mouvements migratoires dont les drames parsèment l'actualité à intervalles réguliers.

Former sur place, soutenir par le biais d'ONG locales et permettre aux bénéficiaires de vivre dignement chez eux plutôt que devoir migrer vers les pays du Nord : ce sont quelques principes directeurs des interventions qu'AccEd applique depuis sa création. Pour justement recenser les meilleures stratégies, affiner les connaissances sur le déroulement d'un soutien et partager cela avec d'autres associations ou partenaires, AccEd a mené une étude de capitalisation sur deux de ses projets les plus emblématiques, l'un en Colombie (Fondation Apoyar), l'autre au Mali (AJA-Mali), doublée d'une analyse de l'organisation elle-même.

Les résultats de cette étude détaillée font l'objet de la brochure **« AccEd : 20 ans d'expériences pour un partenariat solidaire »** que nous sommes heureux de publier ces jours pour marquer cet anniversaire. Pour vous la procurer, n'hésitez pas à nous contacter.

Narain Jagasia, Président

Togo - Programme 2016

Femmes de Demain - FDD

Éducation et protection sociale des filles travaillant dans le secteur informel au Togo

Partenaire

L'association Femmes de Demain (FDD), créée en 1998, est une organisation de développement dirigée par des femmes. Elle intervient dans la région maritime du Togo. Composée d'une équipe pluridisciplinaire, elle milite contre le travail des filles dans le secteur informel et promeut la santé reproductive et l'entreprenariat féminin.

Objectifs du projet

- Renforcer chaque année l'appui à l'éducation scolaire de base de 290 jeunes filles soustraites du marché de l'emploi informel et inscrites à l'école.
- Inclure 100 nouveaux enfants (filles et quelques garçons) dans le projet.
- Offrir l'opportunité à 30 filles déscolarisées de 15 à 17 ans d'acquérir une formation professionnelle valorisante pour une insertion progressive dans le marché de l'emploi.
- Renforcer le sens de responsabilité des parents biologiques ou tuteurs des enfants pour un meilleur développement psychoaffectif, social et mental, dans un cadre familial sain.
- Assurer l'autonomisation du processus de prise en charge de la scolarisation des filles et du partenaire local.

Séance de formation des parents d'élèves en gestion de micro-entreprises, FDD, Lomé

Résultats atteints

L'année 2016 marque le début de la quatrième phase du projet FDD. Durant cet exercice :

- 390 filles non scolarisées ou déscolarisées, âgées de 6 à 14 ans, ont bénéficié du programme d'accompagnement scolaire. Parmi elles, 232 ont bénéficié d'un kit scolaire composé de cahiers, de livres, de stylos, d'un sac et d'un uniforme.
- Pour les jeunes filles sorties du programme d'appui et qui font l'objet de suivi pendant 5 ans, FDD octroie un crédit scolaire aux parents. Il s'agit d'un crédit en nature, composé de sacs, de cahiers, de livres et d'uniformes scolaires. Les frais d'écolage sont payés directement par FDD aux écoles. Pour rembourser ces prêts, les parents disposent de dix mois. Au total, 300 enfants continuent leurs études scolaires grâce à ce crédit.
- En avril 2016, FDD a organisé une cérémonie de remise de matériel de travail à 30 jeunes filles en fin de formation. Elles ont ainsi pu démarrer des activités dans les métiers de la couture, de la coiffure, de la peinture et du reportage vidéo.

Dans l'optique d'une autonomisation à moyen terme du projet, FDD a ouvert un cybercafé dans ses bureaux. Ce cybercafé va générer des fonds et permettra à la structure de supporter les frais de fonctionnement en fin de projet.

Perspectives

En juin 2016, FDD a organisé un atelier d'évaluation interne qui a regroupé les différents acteurs du projet, notamment l'équipe de pilotage du projet, les mentors, les comités des clubs de mamans et quelques enseignant-e-s. C'est ainsi que les mesures sont prises en cours de projet, pour améliorer l'intervention de FDD sur le terrain. C'est une démarche qualitative et quantitative qui recommande :

- le renforcement du suivi des jeunes filles soutenues ;
- la systématisation de la stratégie d'autonomisation par le développement d'activités génératrices de revenus et des crédits scolaires solidaires.

Budget 2016 : 78'202 CHF. *Le projet a bénéficié du soutien de la Fédération genevoise de coopération (www.fgc.ch) et de la Fondation Madeleine à Fribourg, qui ont financé l'ensemble des activités mises en œuvre.*

AJA-Mali

Projet intégré de formations préprofessionnelle et professionnelle des jeunes dans la rue de Daoudabougou

Partenaire

L'Association Jeunesse Action-Mali (AJA-Mali) oeuvre depuis 1994 et développe une politique d'insertion éducative, de formation et d'insertion professionnelle des jeunes à Daoudabougou. AJA-Mali maîtrise les compétences suivantes :

- une connaissance de la problématique de l'enfance en difficulté
- une expérience du travail des enfants dans le milieu de l'artisanat
- une expérience dans le domaine de l'éducation alternative et de la formation professionnelle
- une pratique solide dans le plaidoyer/sensibilisation sur les droits de l'enfant.

Objectifs du projet

- Offrir à 150 jeunes de 18 à 25 ans du district de Bamako (dont 50% de jeunes femmes et 50% de jeunes hommes) des compétences qualifiantes dans les métiers de l'artisanat, de l'aviculture et des technologies de l'information et de la communication (TIC).
- Offrir à 150 jeunes de 18 à 25 ans du district de Bamako (dont 50% de jeunes femmes et 50% de jeunes hommes) des compétences entrepreneuriales.
- Soutenir et faciliter l'insertion économique de 150 jeunes dans des activités d'artisanat, d'aviculture et des TIC, à l'issue de la formation professionnelle, en les aidant à concrétiser leurs perspectives d'auto-emploi.

Résultats atteints

L'année 2016 marque la fin de la 4e phase de partenariat avec AccEd, soit 8 ans de collaboration. Elle a permis d'atteindre les résultats suivants :

- 150 jeunes (50% de garçons, 50% de filles) ont été formés dans les métiers de la couture, de la restauration, de l'aviculture et des technologies de l'information et de la communication ;
- après la formation professionnelle, les jeunes ont été préparés à l'emploi et à l'autoemploi par une initiation en culture entrepreneuriale. Cette formation a porté sur le transfert de compétences en création d'entreprise, en comptabilité, en promotion et en distribution commerciale, ce qui leur donne plus d'atouts en matière d'employabilité ;
- organisés en groupe de 5 membres, les jeunes ont élaboré 30 plans d'affaires qui ont été financés par le fonds d'insertion[1] du Ministère de la formation professionnelle ;
- à ce jour, les 30 micro-entreprises ont effectivement démarré leurs activités dans la restauration, la couture, l'aviculture et les technologies de l'information, créant ainsi 150 emplois directs ;
- pour mettre à la disposition des jeunes et des micro-entreprises à venir des éléments d'information contribuant à leur formation et à leur insertion professionnelle, AJA a créé une plate-forme d'échanges sur internet. Elle donne accès à des informations sur les opportunités de formation, d'emploi et d'auto-emploi pour les jeunes grâce à des liens vers d'autres sites.

Perspectives

Le partenariat avec AJA va entrer dans sa 5e phase, qui marque le début du désengagement d'AccEd. Durant cette phase, AccEd va appuyer AJA dans sa nouvelle stratégie de promotion de l'entrepreneuriat en milieu rural pour inciter les jeunes à ne plus quitter la campagne pour aller grossir les bidonvilles de la capitale Bamako.

Budget 2016 : 129'947 CHF. *Le projet a bénéficié du soutien de la Fédération genevoise de coopération (www.fgc.ch) qui a financé l'ensemble des activités mises en œuvre.*

1 Le fonds d'insertion est accordé par le Ministère de la formation professionnelle aux micro-entreprises naissantes à la fois à titre de subvention (60% du montant) et de prêt (40 % du montant à rembourser).

Mali - Programme 2016

Nègè Blon

Promotion de l'apprentissage dans la chaudronnerie, de l'expérimentation à l'institutionnalisation

Partenaire

Le centre de promotion des métiers de la chaudronnerie et de la tuyauterie Nègè Blon a démarré en 2007. Ce centre a pour vocation de bâtir au Mali une politique de formation professionnelle répondant aux besoins de l'économie. A ce titre, le projet propose plusieurs parcours de formation : la chaudronnerie, la tôlerie, la tuyauterie, la métallerie, la charpenterie et la soudure.

Objectifs du projet

Le projet vise les objectifs spécifiques de développement suivants :

- la reconnaissance de l'apprentissage en chaudronnerie en tant que formation qualifiante dans l'enseignement technique, professionnel et supérieur au Mali ;
- la reconnaissance de Nègè Blon en tant que centre de formation agréé dans l'apprentissage en chaudronnerie ;
- l'orientation, la formation et l'insertion socioprofessionnelle des garçons et des filles dans les métiers de la chaudronnerie.

Résultats attendus

Le projet a démarré en octobre 2016 et cherche à atteindre les résultats suivants :

- la formation initiale de 200 apprentis dans les métiers de la chaudronnerie ;
- la formation continue de 140 techniciens dans les métiers de la chaudronnerie.

Budget 2016 : 14'300 CHF. *Le projet a bénéficié du soutien de la Fédération genevoise de coopération (www.fgc.ch) et des Services industriels de Genève (www.sig-ge.ch) qui ont financé l'ensemble des activités mises en oeuvre.*

Atelier de mesure et de traçage, Nègè Blon, Bamako

Colombie - Programme 2016

Programme de l'association des « Jeunes en mouvement pour la culture et la paix »

Projection sociale et culturelle de l'association « Jeunes en mouvement » à travers son école et ses formateurs socio-culturels

Partenaire

L'association « Jeunes en mouvement pour la culture et la paix » (AJMCP) a été créée en août 2011 par des jeunes de 14 à 28 ans, issus du projet d'Apoyar et qui sont devenus des leaders au sein de leurs communautés. Suite au processus de désengagement d'AccEd au niveau d'Apoyar, ils ont pris le relais pour continuer la lutte contre la pauvreté et l'exploitation des enfants travailleurs, tout en militant pour la promotion de la politique du genre et des droits de l'enfant. À ce titre, l'AJMCP déploie ses activités en faveur des populations les plus pauvres et vise en particulier à améliorer les conditions de vie des femmes, des enfants et des jeunes en situation de vulnérabilité dans les quartiers de Bosa, Usme et Ciudad Bolivar, au sud de la ville de Bogotá.

Objectifs du projet

- Renforcer le fonctionnement de l'école de formation des formateurs socio-culturels au niveau administratif et opérationnel, et le leadership des jeunes de l'AJMCP.
- Contribuer au développement social, à l'organisation communautaire et au renforcement de 20 groupements de jeunes appartenant à des communautés vulnérables de 5 localités de Bogotá.
- Former 30 jeunes leaders/promoteurs en tant que formateur social, qui prendront le relais de la formation des 20 groupements de jeunes ci-dessus, bénéficiaires du projet.
- Renforcer 16 micro-entreprises familiales par le biais d'outils de gestion servant à leur fonctionnement et à leur pérennité.

Résultats attendus

Le projet vient d'être approuvé et vise les résultats suivants :

- l'école de formateurs socio-culturels est efficacement gérée par les jeunes de l'AJMCP au niveau administratif et opérationnel ;
- les groupements de jeunes travaillant pour le développement local dans leurs communautés gagnent en visibilité ;
- les jeunes consolident leurs capacités académiques, citoyennes, sociales et culturelles, à travers la pratique de la promotion communautaire ;
- les entreprises familiales sont renforcées dans la gestion de leurs activités à travers le suivi et le conseil de proximité.

Budget 2016 : 19'265 CHF. *Le projet a bénéficié du soutien de la Fédération genevoise de coopération (www.fgc.ch) qui a financé l'ensemble des activités mises en oeuvre.*

Micro-entreprise familiale de couture (confection et vente d'habits pour enfants), AJMCP, Bogotá.

Colombie - Programme 2016

Puerto Tejada

Promotion d'une éducation de qualité pour enfants afro-colombiens et appui à la formation intégrale des enfants et de leurs familles

Partenaire

La *Corporación Generación de Grandes Artistas* (CGGA) a commencé ses activités de développement culturel, de promotion des droits économiques sociaux et culturels (DESC) et d'empowerment des jeunes de Puerto Tejada en avril 2006. Le CGGA a émergé en tant que groupe de jeunes pour donner à la jeunesse de Puerto Tejada la possibilité de ne pas rester dans la rue et d'éviter de potentiels dangers (drogue, alcool, délinquance, groupes armés) par le biais d'une formation artistique.

Objectifs du projet

- Développement des capacités organisationnelles, de leadership, de droits humains et de participation de 60 jeunes dans un cadre de développement personnel et social.
- Amélioration des conditions de vie de 60 jeunes et de leurs familles par le biais de trois micro-projets d'entrepreneuriat collectif.
- Mise en place des actions d'incidence sur les politiques publiques locales relatives aux droits des jeunes.

Los Guaduales, département de Miranda du Cauca, 17 avril 2016

Résultats atteints

Ce projet, qui est dans sa première phase, a produit les résultats suivants :

- Pour le démarrage du projet, 4 ateliers de socialisation ont été organisés avec la communauté bénéficiaire. Ces ateliers ont concerné 72 jeunes, divisés en 3 groupes appelés « pépinières de jeunes ».
- Sur ces 72 jeunes, 43 ont validé leur année et ont pu initier les trois initiatives d'économie solidaire ci-dessous :
  1. La pépinière Perico Noir (en zone rurale) est constituée de 16 jeunes femmes qui se lancent dans la production d'oeufs de poule dans la région rurale de Perico Noir.
  2. La pépinière Granada (en zone urbaine) regroupe 14 femmes et 2 hommes. Ils démarrent dans la vente de confiseries à la crème glacée dans le quartier de Granada.
  3. La pépinière de Betania (en zone urbaine) est composée de 4 hommes et 7 femmes qui se lancent dans la petite restauration : vente de patates frites, hot-dogs, hamburgers, etc.
- Préparation d'une proposition de fonds d'appui aux « pépinières des jeunes » à présenter à la municipalité de Puerto Tejada.
- Trois délégués de pépinières de jeunes sont nommés pour participer à des discussions avec le maire et les autorités municipales, pour atténuer la violence des jeunes et des gangs.

Perspectives

Durant la première année du projet, les parties prenantes ont validé la méthode d'intervention intégrée : formations sur les droits de l'homme, le leadership et l'entrepreneuriat communautaire, couplées d'un soutien psychosocial aux jeunes et à leurs familles. Actuellement, les projets d'initiatives d'économie solidaire font l'objet de négociation pour être inclus dans le plan de développement municipal. À travers ces actions d'incidence politique, les jeunes gagnent en visibilité et développent un grand sentiment d'appartenance au projet. Le projet est de plus en plus reconnu par la communauté et fait l'objet de demande de réplication dans d'autres municipalités..

Budget 2016 : 62'495 CHF. *Le projet a bénéficié du soutien de la Fédération genevoise de coopération (www.fgc.ch) qui a financé l'ensemble des activités mises en oeuvre.*

Sénégal - Programme 2016

Espoir pour l'Enfance - EPE

Appui à l'insertion et à la réinsertion scolaire et professionnelle des orphelins de guerre et du sida dans la région de Ziguinchor au Sénégal

Partenaire

Espoir pour l'Enfance (EPE) est une association casamançaise de développement, spécialisée dans l'éducation et la formation des orphelins et des enfants vulnérables (OEV). Créée en 1994, elle contribue, à Ziguinchor, à l'insertion socio-économique des orphelins de guerre et du sida, grâce à la promotion de la formation et de l'emploi en milieu urbain. Elle oeuvre dans l'accompagnement scolaire, la formation professionnelle et le suivi des orphelins, issus des conflits armés et/ou victimes du sida et des enfants dans la rue dits *talibés*.

Objectifs du projet

- Accès à l'éducation, formation professionnelle et maintien des filles à l'école.
- Reconstruction familiale, appui psychosocial et accès aux services sociaux de base.
- Sensibilisation et information sur les modes de transmission/protection contre le VIH/SIDA.
- Promotion d'activités génératrices de revenus aux parents et tuteurs d'OEV.
- Autonomisation progressive de l'association par l'augmentation de la participation des collectivités locales et de l'Etat dans la prise en charge des OEV.

Cours de menuiserie (EPE, juin 2013)

Résultats atteints

En deux ans, le projet a permis d'atteindre les résultats suivants :

- 365 orphelins et enfants vulnérables ont pu bénéficier de frais d'inscription et de fournitures scolaires ;
- 30 orphelins et enfants vulnérables (19 filles et 11 garçons) ont bénéficié de formation professionnelle. Les jeunes filles ont été placées au centre régional d'enseignement technique féminin où elles sont formées à différents modules. Les garçons, quant à eux, sont confiés à des maîtres artisans pour l'apprentissage de la menuiserie, de la mécanique ou de la tôlerie ;
- le fonds de crédit a permis de financer 27 projets dans les domaines du commerce, de l'aviculture, de la teinture et de la restauration. C'est plus de 30'000 CHF de microcrédits qui ont été octroyés et qui ont produit un chiffre d'affaires de plus de 42'000 CHF et un taux de remboursement de plus de 88% ;
- la promotion des activités génératrices de revenus au profit des parents et tuteurs des enfants s'achemine vers l'autonomisation, même s'il reste encore du chemin à parcourir.

Perspectives

La troisième phase du partenariat a été évaluée et a fait l'objet de recommandations :

- Poursuite de l'appui scolaire compte tenu du faible taux de scolarisation et d'apprentissage professionnel des enfants
- Promotion des activités génératrices de revenus pour les familles en mettant l'accent sur l'accompagnement, la gestion et le suivi régulier des activités économiques
- Promotion des droits de l'enfant et conventions liées.

Budget 2016 : 93'000 CHF. *Le projet a bénéficié du soutien de la Fédération genevoise de coopération (www.fgc.ch) et de Hope for African Children Initiative qui ont financé l'ensemble des activités mises en oeuvre. Le financement attendu de la Fondation State Street a fait défaut, ce qui a amené le partenaire EPE à donner la priorité aux frais de scolarité et de santé, en reléguant aux familles les charges alimentaires.*

GRAIM - Groupe de recherche et d'appui aux initiatives mutualistes

Appui à l'insertion socio-économique des jeunes hommes et femmes de Thiès par l'éducation et la formation professionnelle en agriculture urbaine et périurbaine

Partenaire

GRAIM est une association sénégalaise à but non lucratif, créée en 1997 dans le contexte du « mouvement mutualiste » de la ville de Thiès. Dans cette perspective, GRAIM a entrepris un processus d'identification des enjeux liés au développement du secteur informel, à l'urbanisation et à la pression foncière (qui grignote les terres agricoles à la périphérie de la ville de Thiès) ainsi qu'au développement d'alternatives telles que l'agriculture urbaine et périurbaine.

Objectifs du projet

- Élaboration des référentiels de compétences des métiers, des référentiels de formation et de certification et du guide opérationnel Métiers professionnels (GEOMP).
- Formation de 250 apprentis aux métiers sélectionnés (agriculture urbaine et périurbaine).
- Accompagnement des apprentis en vue de leur insertion professionnelle.
- Développement des actions de sensibilisation et de plaidoyer sur la souveraineté alimentaire, la gestion des ressources naturelles, les changements climatiques et la sécurisation foncière.

Résultats atteints

- Le projet a identifié 4 métiers dans l'agriculture urbaine et péri-urbaine : le maraîchage, le micro-jardinage, la transformation des produits agricoles et les métiers para-agricoles, La commercialisation, considérée comme une activité transversale, a été insérée dans tous les référentiels des métiers retenus.
- GRAIM et l'Inspection académique de Thiès ont élaboré deux référentiels métiers en agriculture urbaine et péri-urbaine.
- Les guides pratiques sur le maraîchage et la transformation des produits agricoles sont disponibles. Les travaux sont en cours pour l'élaboration des guides pratiques sur le micro-jardinage et les métiers para-agricoles) et pour la certification des apprentis.
- 218 candidat-e-s ont participé à la formation comme suit : (a) maraîchage sur sol : 142 (116 hommes et 26 femmes), (b) transformation fruits, légumes et céréales : 76 femmes.
- Le projet a accompagné l'aménagement et l'équipement de 7 champs-écoles. Parmi ces 7 champs-écoles, 5 ont démarré les activités de formation.
- Une délibération du conseil municipal de la Commune de Thiès-Nord a consacré les sites de Keur Saib Ndoye et de Médina Fall comme « baux maraîchers », dédiés exclusivement à l'agriculture afin d'offrir aux jeunes et aux femmes en formation des possibilités d'installation pour le développement d'activités agricoles.
- 30 jeunes, actuellement en cours de formation, ont bénéficié de terres dans cette localité et pourront y démarrer leurs activités à l'issue de leur apprentissage.
- À Dioukhane également, une rencontre a été organisée avec les populations du village pour aménager des parcelles agricoles destinées aux bénéficiaires de la formation. Le village s'est accordé sur la mise à disposition de parcelles pour 15 apprentis, dont 6 femmes.

Perspectives

Pour cette seconde phase du projet GRAIM, deux axes d'intervention sont prévus :

- développer une offre innovante de formation pour des jeunes hommes et femmes promoteurs d'exploitations agricoles familiales, capables d'améliorer leurs conditions de vie, de garantir la souveraineté alimentaire et de préserver les espaces agricoles contre toute spéculation foncière.
- Viser l'autonomisation à terme des acteurs. A ce titre, le projet finance l'aménagement, l'équipement et les frais de campagne des champs-écoles. Il est convenu que les maitresformateurs des champs-écoles et les apprentis se répartiront les bénéfices à parts égales. La part des apprentis sera gérée par le GRAIM, pour alimenter un fonds de démarrage des projets portés par ces mêmes jeunes. L'autonomisation de GRAIM se fera, quant à elle, par une stratégie de diversification de partenariats et de prestations de services de formation professionnelle.

Budget 2016 : 39'638 CHF. *Le projet a bénéficié du soutien de la Fédération genevoise de coopération (www.fgc.ch), qui a financé l'ensemble des activités mises en oeuvre.*

Sénégal - Programme 2016

La Lumière

Projet de lutte contre le travail des enfants et les nuisances environnementales sur les sites d'orpaillage dans les communes de Sabodala et Tomboronkoto à Kédougou

Partenaire

La Lumière est une ONG sénégalaise créée en 1999. Elle est expérimentée dans le retrait et la réinsertion des enfants en situation de vulnérabilité ou travailleurs dans les mines d'orpaillage dans la région de Kédougou. Sa mission est de contribuer au développement socio-économique des plus défavorisés tout en développant l'esprit d'entreprise.

Objectifs du projet

- Mise en place d'un cadre de suivi, de veille et d'alerte relatif au travail des enfants.
- Accompagnement scolaire et formation professionnelle en faveur des enfants sortis de mines d'or.
- Promotion économique et amélioration des conditions de vie des familles des enfants travaillant dans l'orpaillage.

Travailleurs dans les mines d'orpaillage

Résultats atteints

2016 est la seconde année de partenariat entre AccEd et La Lumière dans l'appui aux enfants travaillant dans l'orpaillage.

- 134 enfants (35 filles et 99 garçons) exerçant les pires formes de travail ont été repérés sur les sites d'exploitation traditionnelle de l'or.
- 66 enfants répondant aux critères de « pire forme de travail pour enfants » de l'Organisation internationale du travail sont retirés des sites d'orpaillage. Ceux qui n'ont pas de famille d'accueil sont logés au Centre d'accueil, d'orientation et de réinsertion socioprofessionnelle de l'ONG La Lumière à Kédougou.
- 45 enfants ont réintégré l'école ou les structures de formation, comme décrit ci-dessous (31 en réinsertion scolaire et 14 en ateliers d'apprentissage).
- La mise en oeuvre du projet par l'ONG La Lumière a permis une prise en charge communautaire de la protection des enfants. 17 comités villageois de protection, regroupant des enseignant-e-s, des leaders communautaires et des élu-e-s, ont été installés dans les zones d'intervention du projet (Tomboronkoto, Bembou et Kédougou). Ils ont pour mission principale de prévenir les pires formes de travail des enfants dans leurs localités respectives en assurant un rôle de suivi, de veille, d'alerte et de sensibilisation des parents. L'importance d'une telle stratégie permet d'exercer une surveillance interne entre les différents membres et aussi de prendre des décisions pour interdire la mise au travail précoce des enfants de la région.

Perspectives

Ce projet a permis l'ouverture d'un Centre d'accueil d'orientation et de réinsertion socioprofessionnelle pour les jeunes retirés des sites d'orpaillage. Il a également créé une synergie entre les services étatiques, les maitres-formateurs et les organisations de la société civile, poussant ainsi les acteurs communautaires à prendre en charge les questions des pires formes de travail des enfants. Il est prévu de dupliquer cette expérience réussie dans d'autres villages disposant de nouveaux sites d'orpaillage.

Budget 2016 : 59'425 CHF. *Le projet a bénéficié du soutien de la Fédération genevoise de coopération (www.fgc.ch) qui a financé l'ensemble des activités mises en oeuvre.*

Doria

Soutien à l'amélioration de la scolarité et de l'éducation dans les communes d'Androvakely, d'Antanetibé et de Belanitra à Madagascar

Partenaire

Doria est une association de droit malgache, fondée en octobre 2005. Elle a pour but, grâce à l'éducation et la formation, de réduire la pauvreté, de promouvoir la structuration des communautés rurales, d'aider les communautés rurales à améliorer leurs systèmes de production et de les assister dans leur recherche d'autonomisation.

Objectifs du projet

- Développer les infrastructures scolaires notamment dans les 15 fokontany (villages) non inclus dans la première phase du projet
- Contribuer au renforcement des capacités des enseignants afin d'améliorer les pratiques pédagogiques, notamment dans le domaine du français, de l'éducation environnementale et sexuelle
- Renforcer l'alphabétisation et la formation des adultes dans les villages les plus vulnérables.

Résultats atteints

Le partenariat AccEd-Doria vient d'entrer dans sa seconde phase de 2 ans. Il a démarré par :

- la construction de 4 salles de classes dans les communes de Belanitra (EPP Mamaintiomby) et d'Antanetibe (EPP Ambatoasana) ;
- une campagne d'alphabétisation pour 60 adultes répartis dans les communes de Belanitra et d'Antanetibe sur les thèmes de l'Agenda 21 local ;
- le renforcement des capacités psychopédagogiques de 56 maîtres et enseignants qui ont pu approfondir leurs connaissances sur la méthodologie pédagogique « imposée » par le Ministère de l'éducation nationale, à savoir la pédagogie par objectif.

Perspectives

Le projet et ses composantes vont s'étendre aux 15 autres villages/fokontany qui n'ont pas encore été inclus dans le projet.

Budget 2016 : 35'395 CHF. *Le projet a bénéficié du soutien de la Fédération genevoise de coopération (www.fgc.ch), qui a financé l'ensemble des activités mises en oeuvre.*

Construction de salles de classes (Doria, janvier 2014)

Burkina Faso - Programme 2016

Songui Manegre

Projet Songkarongo - Soutien à l'éducation dans le village de Kalwaka

Partenaire

L'association Songui Manegre est une union fondée en 2008 par de jeunes Burkinabés (enseignants, agents de projets de développement, spécialistes de l'administration scolaire, de l'action sociale, de la santé, des banques ainsi que des étudiants) soucieux des problèmes qui entravent le développement de leur localité (le village de Kalwaka dans la commune de Soar).

Objectifs du projet

- Mettre les écoles de Kalwaka aux normes nationales en termes d'infrastructures, d'organisation et d'équipement
- Permettre aux élèves en fin de cycle primaire de poursuivre leur cursus secondaire dans leur village
- Renforcer l'autonomie organisationnelle et financière des groupements et associations des parents d'élèves
- Soutenir les activités de promotion de la femme à travers la transformation des produits locaux, le microcrédit et la gestion de micro-projets
- Renforcer les capacités des acteurs de la commune de Soaw en genre.

Résultats atteints

- Organisation, durant l'été 2016, d'une semaine d'internat à l'intention des élèves en classe d'examen pour leur permettre de rattraper les retards sur le programme d'enseignement et intensifier les révisions. Sur les 58 participants, 53 ont été admis au CEP (Certificat d'études primaires), soit un taux de succès de 91%.
- L'ensemble du conseil municipal (soit 20 élus) a bénéficié de la formation en genre en fin d'année 2016. Par des jeux de rôles et d'illustrations en langue locale « mooré », la formation, bien accueillie par la mairie, a permis aux participants de se familiariser au concept même de genre en vue de sa prise en compte dans les décisions communales.
- 2 salles de classes sont déjà construites par l'Etat, ce qui a permis l'ouverture du cycle d'enseignement général en octobre, avec un effectif de 170 élèves (103 en 6e et 67 en 5e).
- Le projet a réalisé 2 salles de classes, un bureau administratif et un bloc de latrines (double cabine) sur le site du cycle d'enseignement général.
- 15 apiculteurs traditionnels du village de Kalwaka ont été appuyés et formés à l'utilisation des techniques et matériels améliorés, pour une meilleure productivité et pérennisation de l'activité. Des ruches améliorées ont été allouées aux participants qui ont procédé à leur pose dans le terroir de Kalwaka. Leur colonisation a été totale et les premières récoltes ont eu lieu en septembre 2016.
- L'Union des groupements féminins (composée de 13 groupements d'intérêt économique) a bénéficié de microcrédits et de matériel pour la production de beurre et de savon de karité. L'éventail de leurs produits vient d'être élargi à la faveur d'une formation en transformation du beurre en produits cosmétiques, financé par l'Etat, en reconnaissance du dynamisme de l'Union au sein de la commune. En mars 2016 et au vu de la mobilisation autour des activités économiques lancées, le projet a entrepris la construction d'une unité de transformation de produits du karité (beurre, savons, pommades…) sur un site choisi par les femmes et les autorités du village. Cette unité comprend une maisonnette d'entreposage, un hangar métallique et une aire de séchage. Sa gestion sera dévolue à l'Union des groupements féminins et tiendra également lieu de point de vente de divers produits locaux à Kalwaka. Et pour soutenir l'activité de vente, le projet aménage actuellement dans la capitale, à Ouagadougou, un point de vente au sein de ses bureaux, sur une artère à forte fréquentation.
- À la période des récoltes (en septembre 2016), chacun des treize groupements a reçu une somme de 50'000 CFA (env. CHF 87.-) pour l'achat de vivres (haricots). Ce stock a été revendu au meilleur moment de l'année et les 5% d'intérêts reversés aux caisses des associations des parents d'élèves. Le reste sera injecté soit dans l'achat de haricots pour reconstituer les stocks, soit dans les champs collectifs pendant la campagne agricole. Les quantités issues de ces activités seront rachetées par les écoles avec la contribution du proje.

Perspectives

- Introduction du bilinguisme comme méthode d'enseignement.
- Intensification des activités génératrices de revenus.
- Développement de stratégies d'autonomisation pour les structures qui gèrent les écoles.

Budget 2016 : 53'412 CHF. *Le projet a bénéficié du soutien de la Fédération genevoise de coopération (www.fgc.ch), qui a financé l'ensemble des activités mises en oeuvre.*

Colombie, Mali - Programme 2016

« Capitalisation » sur la stratégie d'intervention d'AccEd

AccEd a interrogé sa stratégie d'intervention dans une optique formative, avec une visée de capitalisation de ses expériences dans les pays d'intervention suivants : Colombie et Mali.

L'étude-bilan proposée a tenté de répondre aux questions suivantes :

- Comment améliorer la qualité des interventions et en particulier celle de l'approche intégrée en matière de soutien à la formation et à l'insertion professionnelle ?
- Quelles sont les bonnes pratiques et connaissances à diffuser et à partager entre partenaires ?
- Quels enseignements utiles pourraient alimenter une stratégie de plaidoyer partagée par AccEd et ses partenaires ?

Deux études ont été lancées en parallèle pour répondre à ces questions : une analyse institutionnelle portant directement sur l'association à Genève et une étude de capitalisation sur deux projets d'ampleur, l'un en Colombie et l'autre au Mali. Ces deux études font l'objet de la publication « AccEd : 20 ans d'expériences pour un partenariat solidaire » qui parait en automne 2017.

Perspectives

Cette étude sur la capitalisation des expériences d'AccEd sera partagée avec les partenaires au Nord et au Sud et posera les bases de la nouvelle stratégie générale d'AccEd 2018-2023. Elle servira aussi d'outil d'information du public suisse et de recherche de fonds au niveau du secteur privé.

Budget 2015-2016 : 25'000 CHF. *Le projet a été approuvé en 2015 et a été mis en oeuvre sur 2015-2016. Il a bénéficié du soutien de la Fédération genevoise de coopération (www.fgc.ch), qui a financé l'ensemble des activités mises en oeuvre.*

Information du public

Assurer une information régulière sur ses activités auprès de ses donateurs, partenaires, acteurs publics et privés demeure l'une des préoccupations d'AccEd. De plus, les rapports annuels d'activité et le site internet de l'association (www.acced.ch) jouent le même rôle d'information à distance.

Durant l'année 2016, AccEd a participé à plusieurs manifestations et événements pour informer le public, notamment :

- accompagnement des élus locaux genevois lors de la visite au Sénégal des projets soutenus par la Fédération genevoise de coopération ;
- formation des candidats Syni-Lausanne (unité de prestations du Bureau des emplois temporaires subventionnés du Service du travail et de l'intégration de la Ville de Lausanne) sur la gestion des projets de coopération au développement international ;
- présentation du « Projet d'appui à l'insertion et à la réinsertion scolaire et professionnelle des orphelins de guerre et du sida à Ziguinchor au Sénégal » au C.O. de Cayla.

Finances 2016

Organe de révision

La comptabilité de l'association est vérifiée par la fiduciaire JAKAR SA en collaboration avec M. J. Moynat (rue du Tunnel 15, 1227 Carouge). Les comptes 2016 ont été contrôlés et font l'objet d'un rapport de l'organe de révision.

Au 31.12.2016, les comptes de l'association laissent apparaître un déficit de 961,66 CHF.

Budget 2017

Le budget prévisionnel 2017 se monte à 711'340 CHF, divisé en deux volets :

- Frais de fonctionnement : 68'176 CHF, soit 9,6% du budget
- Frais de programmes : 643'164 CHF, soit 90,4% du budget.

Projets à venir

- Programme Initiatives féminines pour le développement, Togo : 52'783 CHF
- Fonds drogue, Espoir pour l'Enfance, Ziguinchor, Sénégal : 30'000 CHF

Remerciements

Nous remercions tous les membres et donateurs de l'association pour la confiance témoignée pendant toutes ces années. Nous réitérons nos remerciements à la Fédération genevoise de coopération, aux Services industriels de Genève, aux Fondations Madeleine à Fribourg et à Hope for African Initiative à Dakar, pour leurs contributions aux programmes.

AccEd, Genève, septembre 2017

ACCED

Association pour l'accès à l'éducation et à la formation

Avec le soutien du Programme partage des savoirs

FEDERATION GENEVOISE DE COOPERATION
Mettons le monde en mouvement

AccEd - Association pour l'accès à l'éducation et à la formation
Avenue des Tilleuls 3 • 1203 Genève • Tél. +41 22 940 02 80
e-mail: info@acced.ch • site internet: http://www.acced.ch

CCP: CH10 0000 0000 7028 6555 5
BCG: CH68 0078 8000 0502 0922 5